

Date : 13 janvier 2022

Objet : Décision relative à la nécessité de réviser le dispositif de la marque

Emetteur : Direction de la recherche et appui scientifique

Le directeur général de l'Office français de la biodiversité,

Vu la loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement,

Vu le décret n°2019-1580 du 31 décembre 2019 relatif à l'Office français de la biodiversité,

Vu le décret en date du 30 décembre 2019 portant nomination de Monsieur Pierre Dubreuil en qualité de Directeur général de l'établissement,

Vu la décision n°2020-DG-01 en date du 2 janvier 2020 relative aux modalités de publication des délibérations en conseil d'administration et des décisions relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Office français de la biodiversité,

Vu le règlement d'usage générique de la marque collective « *Végétal Local* » inscrit au Registre national des marques sous le n° 782159,

Vu la marque collective « *Végétal Local* » enregistrée à l'INPI sous le n° 15 4 148 064,

Vu la transmission totale de propriété de la marque « *Végétal Local* » à l'OFB, enregistrée à l'INPI sous le n° 789007,

Vu la décision n°2020-DG-27 en date du 1^{er} juillet 2020 portant délégation de signature du directeur général de l'OFB,

Vu la décision n°2020-DGD PCE-02 en date du 3 juillet 2020 portant subdélégation de la signature du Directeur général délégué « Police, connaissance et expertise »,

Vu la décision n° 2020 DGD PCE – DRAS – 03 en date du 29 juillet 2020 modifiant le règlement intérieur du Comité de gestion de la marque « *Végétal local* » ;

Vu la décision n°2021 – DRAS – 11 en date du 25 janvier 2021 relative à la modification du référentiel technique de la marque « *Végétal local* »

Vu la Décision N° 2021 – DGD PCE – 21 modifiant la décision portant subdélégation de la signature du Directeur général par le Directeur général délégué « Police, connaissance et expertise en date du 22 décembre 2021 ;

Vu la délibération n° 2021-16 du 6 décembre 2021 du Comité de la marque *Végétal local* relative à la nécessité de réviser le dispositif de la marque ;

Considérant que le propriétaire de la marque doit répondre aux obligations de fonctionnement de la marque, notamment les questions d'organisation des Comités de gestion de la marque, d'accueil des candidats, d'accompagnement des bénéficiaires;

Considérant que la demande de marquage Végétal local augmente très rapidement depuis ces deux dernières années (de 48 à 85);

Considérant que le nombre de candidats à la marque est en constante augmentation, que le temps de gestion administrative des candidatures est proportionnel au nombre des candidatures, il est constaté que ce temps de gestion des candidatures ne cesse d'augmenter au détriment des temps nécessaires à la communication de la marque, à la formation des candidats et correspondants locaux, à l'accompagnement du réseau des bénéficiaires ;

Considérant les moyens constants accordés à la gestion du dispositif de la marque ;

DÉCIDE

Article 1 :

Le secrétariat de la marque doit travailler en 2022 sur des pistes d'amélioration du dispositif actuel afin de proposer à l'OFB fin 2022 un dispositif plus efficient.

Article 2 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'OFB et entrera en vigueur le jour de sa publication.

L'OFB garantit l'accès effectif de ses agents et des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement publié sur le site internet ainsi que la continuité de la mise en ligne des décisions durant deux mois minimum. L'OFB assure la conservation et l'archivage des décisions publiées par cette voie.

**Pour le directeur général
et par subdélégation
Direction recherche et appui scientifique**

Stéphane MARCHANDEAU



le supérieur de l'auteur de la décision. Ceux-ci disposeront d'un délai de deux mois pour lui répondre. En cas de rejet exprès ou implicite de la demande - la décision naît dans ce cas du silence gardé par l'administration pendant un délai de deux mois - le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés. »